

A LOUER

**"Un coup de pouce
pour s'installer..."**

**Aide à l'Installation
des Personnels de l'Etat**



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DU BUDGET
DES COMPTES PUBLICS
ET DE LA
FONCTION PUBLIQUE

BULLETIN DE DEMANDE

AIP

RAPPEL : L'AIP est une prestation d'action sociale destinée à accompagner l'accès au logement locatif, qui s'adresse aux fonctionnaires civils, stagiaires et titulaires de l'Etat, aux ouvriers d'Etat, aux magistrats stagiaires et magistrats, aux agents recrutés sur la base de l'article 27 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984, aux agents recrutés par la voie du PACTE.

ETAT CIVIL - ADRESSE

Madame Monsieur Mademoiselle

Nom d'usage : Nom de naissance :

Prénom :

Né(e) le : à :

Adresse du logement faisant l'objet de la demande :

N° appartement, étage, couloir, escalier :

Bâtiment, immeuble, résidence :

N° : Nom de la voie :

Lieu-dit ou boîte postale :

Code postal : Ville :

Téléphone* :

Courriel* :@.....

* Ces indications sont nécessaires afin de vous contacter rapidement pour d'éventuels compléments d'information concernant l'aide à l'installation.

AFFECTATION - STATUT

Ministère :

Code MIN* :

Département d'affectation :

Service d'affectation :

Catégorie : A B C

Vous êtes : fonctionnaire civil stagiaire ou titulaire

magistrat stagiaire ou magistrat

recruté sur la base de l'article 27 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984

recruté par la voie du PACTE

ouvrier d'Etat

* Code qui figure ou qui figurera sur votre bulletin de salaire à compter de votre prise en charge par votre ministère actuel.

DONNEES DE L'INSTRUCTION

Nombre de personnes vivant au foyer :

Colocation : Oui Non

Nombre de pièces : Superficie : Logement : social privé

Etat du logement : neuf ancien

Montant de votre Revenu Fiscal de Référence (RFR), y compris, le cas échéant, celui de votre conjoint ou partenaire ou concubin (avis d'impôt sur les revenus ou de non imposition afférent à l'année N-2) : €

Montant de l'aide demandée : €

RENSEIGNEMENTS BANCAIRES DU COMPTE SUR LEQUEL SERA EFFECTUE LE VIREMENT

Domiciliation bancaire :

codes		N° de compte	clé
Etablissement	Guichet		RIB
_____	_____	_____	_____

DOSSIER

J'atteste sur l'honneur :

- ne pas bénéficier d'une indemnité représentative de logement,
- ne pas être attributaire d'un logement de fonction,
- ne pas être accueilli en foyer-logement,
- n'avoir jamais bénéficié de l'AIP.

Je déclare exactes les informations communiquées et joins les pièces justificatives suivantes :

- une copie complète du bail souscrit à titre onéreux faisant apparaître le montant du loyer et du dépôt de garantie payé
- le cas échéant, un justificatif des frais d'agence et de rédaction de bail effectivement payés par l'agent, et attestés par le propriétaire ou son mandataire
- le cas échéant, une copie des factures relatives aux frais de déménagement
- un relevé d'identité bancaire à mon nom
- une copie de l'avis d'impôt sur les revenus ou de non imposition afférent à l'année n-2 ⁽¹⁾
- une attestation de mon supérieur hiérarchique ⁽²⁾
- le cas échéant ⁽³⁾, une déclaration sur l'honneur attestant de la situation matrimoniale et désignant l'un des deux membres du couple comme bénéficiaire de l'aide
- le cas échéant ⁽⁴⁾, une déclaration sur l'honneur attestant du montant des frais engagés par le demandeur au titre du premier mois de loyer, provision pour charges comprise, des frais d'agence et de rédaction de bail ainsi que du dépôt de garantie

A le

Signature du demandeur :

(1) Si le foyer dispose de plus d'un revenu, il sera présenté copie de l'avis d'impôt en cas de déclaration de revenus unique ou copie des avis d'impôt en cas de déclarations séparées. Si vous étiez, au cours de l'année n-2, rattaché au foyer fiscal de vos parents, vous devez fournir à l'appui de votre demande une copie de la déclaration de revenus de vos parents (exemple : pour toute demande déposée en 2009, joindre le ou les avis d'impôt sur les revenus de 2007).

(2) Etablie suivant le modèle fourni au verso de cette page, l'attestation précise le mode de votre recrutement (concours externe, concours interne, troisième concours, recrutement sans concours prévu par le statut particulier, recrutement sur la base de l'article 27 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984, recrutement par la voie du PACTE), votre date d'affectation (directement à la suite du recrutement ou d'une période de formation dans une école administrative lorsque vous y avez été immédiatement admis à la suite de votre recrutement) et votre résidence administrative.

(3) Dans le cas de deux agents de l'Etat mariés, liés par un pacte civil de solidarité ou vivant en concubinage.

(4) Dans le cas d'agents de l'Etat vivant en colocation et cosignataires du bail et qui ne sont pas dans une des situations matrimoniales visées au paragraphe précédent.

OU ADRESSER MON DOSSIER A.I.P. ?

Vous devez adresser votre dossier au :

CPSI de Lyon - MFP Services
153, rue de Créqui - 69454 LYON CEDEX 06
e-mail : aip@mfp-services.fr

Tous les renseignements sur l'Aide à l'Installation des Personnels de l'Etat sont disponibles via :

- le site dédié : www.aip-fonctionpublique.fr,
- le centre d'appel dédié : 01 40 77 19 77 (coût d'un appel local).

PARTIE RESERVEE AU GESTIONNAIRE (ne pas compléter)

Aide validée : €

Suivi qualité : Date de réception de la demande par MFP Services : / / (Jour / Mois / Année)

Date de validation de la demande : / / (Jour / Mois / Année)

Le responsable :



DECLARATION SUR L'HONNEUR

pour les agents de l'Etat vivant en colocation et co-signataires du bail

Je soussigné(e), M. Mme M^{elle}

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom :

Date de naissance :

atteste avoir engagé au titre du premier mois de loyer,

provision pour charges comprise ainsi que de ma participation au paiement des frais d'agence,

de rédaction du bail et du dépôt de garantie : , €

pour le logement situé :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Fait à, le

Signature de l'intéressé(e)
attestant sur l'honneur l'exactitude
des renseignements portés ci-dessus

Article 441-7 du code pénal

« est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1 - d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériels inexacts ;
- 2 - de falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3 - de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui ».



AIP

ATTESTATION DU SUPERIEUR HIERARCHIQUE

Ministère :

Je soussigné(e), M. / Mme⁽¹⁾

Qualité :

Atteste que :

M. / Mme⁽¹⁾ :

EST AFFECTÉ(E) DANS LE SERVICE CI-APRÈS DÉSIGNÉ :

Nom du service :

Code MIN⁽²⁾ :

Adresse :

.....

Suite à⁽¹⁾ :

- un concours externe,
- un concours interne,
- un 3^{ème} concours,
- un recrutement sans concours prévu par le statut particulier,
- un recrutement sur la base de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984,
- un recrutement par la voie du PACTE.

Ces recrutements peuvent aussi avoir été suivis, avant la présente affectation, d'une scolarité dans une école administrative.

Date d'affectation de l'agent :

Fait à, le

Signature et cachet du supérieur hiérarchique de l'agent :



(1) Rayer les mentions inutiles

(2) Code qui figure ou figurera sur le bulletin de salaire du demandeur à compter de sa prise en charge par son ministère actuel



DECLARATION SUR L'HONNEUR

**pour deux agents de l'Etat mariés, pacsés ou vivant en concubinage
et co-signataires du bail**

Je soussigné(e), M. Mme M^{elle}

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom :

Date de naissance :

atteste être marié(e), pacsé(e), ou vivre en concubinage*

avec M. Mme M^{elle}

Nom de naissance :

Nom d'usage :

Prénom :

et atteste être l'unique demandeur de l'aide pour le logement situé :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Fait à, le

Signature des intéressés
attestant sur l'honneur l'exactitude
des renseignements portés ci-dessus

* Rayer la mention inutile

Article 441-7 du code pénal

« est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende le fait :

- 1 - d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériels inexacts ;
- 2 - de falsifier une attestation ou un certificat originellement sincère ;
- 3 - de faire usage d'une attestation ou d'un certificat inexact ou falsifié.

Les peines sont portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende lorsque l'infraction est commise en vue de porter préjudice au Trésor Public ou au patrimoine d'autrui ».